

Sur quoi former les équipes RH pour la transparence salariale au Luxembourg ?

Réponse courte

La formation à la transparence salariale doit couvrir **trois publics distincts** avec des contenus adaptés. Les **équipes RH** constituent le noyau central et doivent maîtriser le cadre juridique complet (directive 2023/970, art. L.225-1 et suivants), la méthodologie de classification des postes, les quatre critères d'évaluation (compétences, effort, responsabilités, conditions de travail), le calcul des sept indicateurs obligatoires, la gestion des demandes d'information des salariés, l'anonymisation conforme au RGPD et la rédaction des offres avec fourchettes salariales.

Les **managers opérationnels** doivent être formés aux biais inconscients dans les décisions salariales, à la justification objective des écarts et à la réponse aux questions des salariés. La **délégation du personnel** doit comprendre son rôle dans l'évaluation conjointe, savoir lire les rapports d'écarts et connaître ses droits d'accès aux données.

Définition

La formation à la transparence salariale désigne l'ensemble des programmes de montée en compétences destinés aux acteurs internes de l'entreprise pour assurer la **conformité** aux nouvelles obligations d'égalité de rémunération.

Elle vise à garantir que chaque intervenant comprend son rôle, ses obligations et les outils à sa disposition dans le dispositif de **transparence des rémunérations**.

Vous êtes RH ? myHR intègre un module transparence salariale ! [Demander une démo ?](#)

Conditions d'exercice

La formation doit être adaptée au rôle de chaque public dans le dispositif de transparence salariale.

Critère	Détail
Public principal	Équipes RH, managers opérationnels, délégation du personnel
Prérequis RH	Maîtrise du cadre juridique (directive 2023/970 et Code du travail luxembourgeois)
Prérequis managers	Compréhension des principes d'égalité de traitement et de non-discrimination
Prérequis délégation	Connaissance du rôle consultatif et des droits d'accès à l'information
Calendrier	Formation à déployer avant l'entrée en vigueur de la transposition (2026)
Obligation employeur	Garantir la compétence des personnes en charge de l'application des nouvelles règles

Modalités pratiques

Le programme de formation se décline en modules spécifiques selon le public cible.

Module	Détail
Cadre juridique (RH)	Directive 2023/970, art. L.225-1 et suivants, obligations de reporting, sanctions encourues
Méthodologie (RH)	Classification des postes, cotation analytique, construction des grilles de rémunération
Critères d'évaluation (RH)	Compétences, effort, responsabilités, conditions de travail — les 4 critères objectifs et non sexistes
Indicateurs (RH)	Calcul des 7 indicateurs obligatoires (écarts moyens, médians, par catégorie et par sexe)
Gestion des demandes (RH)	Traitement des demandes d'information individuelles dans le délai de 2 mois
RGPD et anonymisation (RH)	Règles d'anonymisation, seuils de confidentialité, rôle du DPO
Offres d'emploi (RH)	Rédaction avec fourchettes salariales conformes aux nouvelles exigences
Biais inconscients (managers)	Identification et correction des biais de genre dans les décisions salariales
Justification des écarts (managers)	Argumentation objective fondée sur les critères légaux
Réponse aux salariés (managers)	Communication adaptée sur les niveaux de rémunération et les critères appliqués
Évaluation conjointe (délégation)	Rôle actif dans l'analyse des écarts supérieurs à 5 %
Lecture des rapports (délégation)	Interprétation des indicateurs et identification des anomalies

Pratiques et recommandations

Structurer le programme de formation en trois niveaux distincts correspondant aux responsabilités de chaque public, en commençant par un socle commun sur les principes de l'égalité salariale et la directive 2023/970, puis en approfondissant les aspects techniques pour les RH, les compétences managériales pour les managers et les droits de consultation pour la délégation.

Intégrer des cas pratiques tirés de la réalité de l'entreprise, notamment des exercices de cotation de postes, des simulations de calcul d'indicateurs et des mises en situation de réponse aux demandes de salariés.

Documenter l'ensemble des supports de formation et conserver les attestations de participation pour garantir la traçabilité en cas de contrôle.

Actualiser les contenus à chaque évolution législative ou réglementaire, en particulier lors de la publication de la loi de transposition luxembourgeoise.

Cadre juridique

Référence	Objet
Directive (UE) 2023/970	Articles 4 à 7 (critères d'évaluation, transparence, droit à l'information)
Art. <u>L.225-1</u> et suivants	Égalité de rémunération entre femmes et hommes dans le Code du travail
Art. <u>L.414-2</u>	Missions de la délégation du personnel en matière d'égalité de traitement
RGPD (UE) 2016/679	Protection des données personnelles dans le traitement des informations salariales
Loi du 1er août 2018	Protection des données au Luxembourg

La formation constitue un investissement préalable indispensable à la mise en conformité. Les entreprises qui forment leurs équipes avant l'entrée en vigueur de la transposition réduisent significativement le risque de non-conformité et de contentieux. Les obligations décrites dans cette fiche sont issues de la directive (UE) 2023/970 et entreront en vigueur sous réserve de la transposition en droit luxembourgeois avant le 7 juin 2026.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.